

NEWSLETTER DDCT Numéro 4

Territorialisation : toujours un problème de « pilotage » ?

La Ville de Paris met en place un projet dit de "territorialisation". Quand on demande comment cela va se traduire, la DDCT répond : les Maires d'arrondissement vont pouvoir "piloter et coordonner les services déconcentrés de l'arrondissement" pour que "l'arrondissement devienne l'échelon de référence". Cela s'articule autour du projet de mise en place de "feuille de route d'arrondissement". Bref, du blabla pas très clair...

Que faut-il en comprendre ? Quel impact pour les collègues et leurs conditions de travail ? Pour le service public ? Même si bien sûr, cela nous est présenté comme une réforme pour "*améliorer l'efficacité du service public*". Évidemment !!!

Pour nous, c'est surtout une réforme "politique" :

Cela va en premier lieu modifier les liens entre les services déconcentrés et les Maires d'arrondissement : un "lien fonctionnel" qui veut dire que les Maires auront maintenant droit de regard sur le recrutement et la notation des responsables des services déconcentrés (DPE, MVAC, DEVE, DJS, DVD, DCPA...).

Des changements de rattachement dans les services de la DDCT vont aussi renforcer les pouvoirs exécutifs vis à vis des services administratifs : les directeurs.trices des Mairies dépendront du Secrétariat Général (et non plus de la DDCT). Or la Secrétaire Générale de la Ville est placée directement sous la hiérarchie de la Maire de Paris.

Le premier effet Kiss Cool sera donc une main mise plus importante du politique sur les services.

La "**feuille de route**" va servir à "**prioriser**". Cela veut dire que dans la situation de pénurie (manque de moyens notamment d'effectifs dans les services), il y aura des choix dans ce qui sera fait ou pas fait par le service public, c'est le deuxième effet Kiss Cool...

C'est la porte ouverte à un service public différent d'un arrondissement à l'autre mais aussi un service public guidé par les "décisions politiques" (ou comme on dit dans le jargon : "selon la volonté des parisiens") dont on se sert en réalité comme prétexte pour faire passer tout... et surtout n'importe quoi !) au **détriment donc d'un service public guidé par l'intérêt général**.

En clair, faire des voix est prioritaire sur la qualité du service public pour toutes et tous - en particulier les usagers les plus précaires.

A la DDCT concrètement :

- Des postes de Directeurs.trices Généraux.ales Adjoint.es en charge de l'Espace Publics sont créés dans les mairies pour faire le lien entre le/la Maire et les services déconcentrés. Ce travail était effectué par les cabinets. Mais la Maire de Paris pour faire bonne figure après s'être fait interpellée par la cour des comptes sur le nombre trop important de chargés de mission des cabinets, fait donc transférer cette mission à un "administratif". Ce n'est pourtant que de la poudre aux yeux puisqu'avec le rattachement des DGS au SG tout cela continuera d'être très politique. Des membres de cabinet déguisés donc...
- Les Coordinateurs.trices des Conseils de Quartier seront rattachés.es aux Directeurs.trices De la Vie Associative et Citoyenne et verront leur rôle évoluer vers une place croissante de la "participation citoyenne".

- Les EDL, cela reste encore flou et complexe à comprendre quand on écoute la DDCT : il y aura un lien fonctionnel (mais qui existait déjà ...) et une feuille de route du.de la Maire d'arrondissement (supplémentaire ? croisée avec celle du central ?) qui sera à suivre chaque année. On risque donc de se retrouver là encore avec un renforcement du politique sur ces services.

Comme toujours cette réforme se fait sans discussion avec les première.s concerné.es, les collègues des services impactés.

Le "dialogue" se résume à présenter aux responsables des choses déjà décidées.

Comme depuis des années, les réformes de la Ville modifient le "pilotage" au lieu de renforcer ses services publics sur le terrain et d'être à l'écoute de l'expertise de ses agent.es.

Nous restons vigilant.es sur cette réforme et nous demandons que dans tous les services des réunions aient lieu pour en savoir davantage. Car il faut discuter de nos besoins et de nos conditions de travail pour améliorer le service public pour les usagèr.es sans nuire à notre santé. Pour nous, cela passe par la création d'effectifs supplémentaires pour garantir des capacités d'accueil et d'accès aux droits pour tout.es. Cela passe aussi par l'arrêt du développement du tout numérique dans le service public (en dehors de la période de pandémie) car il exclut de plus en plus de parisien.nes et dénature le service public qui doit être rendu par l'humain. Des usagèr.es sont renvoyé.es par nos services publics vers des associations précarisé.es pour les aider à accéder à leur droit. On marche sur la tête à la Ville de Paris !

Rencontrons-nous !

Pour défendre nos conditions de travail : le 1er mai, manifestation à 14h de République vers Nation

Et contre la perte des 8 jours de congés : semaine d'action du 17 au 21 mai avec manifestation le jeudi 20 mai

Pour prendre contact avec la section DDCT du SUPAP-FSU : ddctsupapfsu@gmail.com